

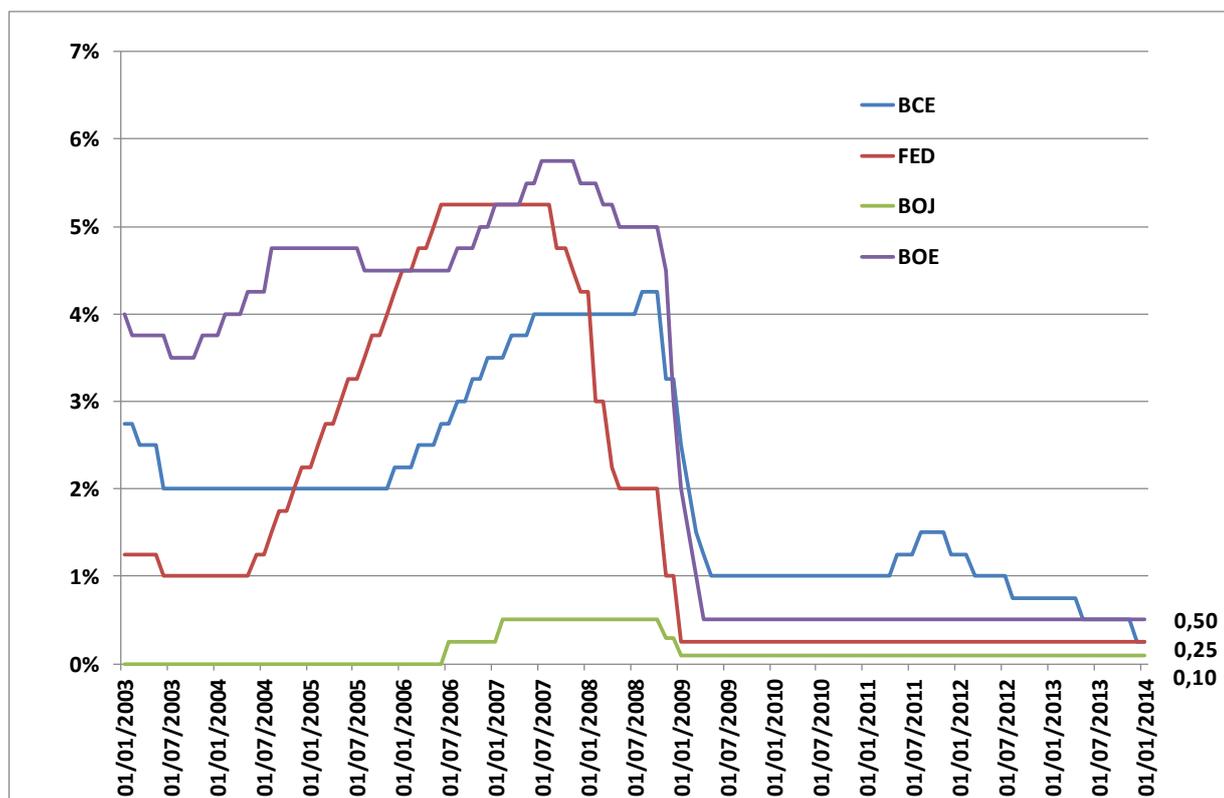
1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

Stabilité des taux

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 9 janvier, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré, lors de sa conférence de presse : « Les tensions sous-jacentes sur les prix dans la zone euro devraient rester contenues à moyen terme. Corroborant ce scénario, les évolutions monétaires et celles du crédit demeurent atones. Dans le même temps, les anticipations d'inflation à moyen et à long terme pour la zone euro sont solidement ancrées à un niveau compatible avec notre objectif de maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 %. Cette configuration continue d'indiquer que nous pourrions connaître une période prolongée de faible inflation, suivie d'une remontée graduelle vers des taux d'inflation inférieurs à, mais proches de 2 %. Dans ce contexte, le Conseil des gouverneurs tient à souligner qu'il maintiendra une orientation accommodante de la politique monétaire aussi longtemps que nécessaire, ce qui soutiendra la reprise progressive de l'économie dans la zone euro. En conséquence, nous réitérons fermement nos indications sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE et continuons de prévoir que ces taux resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. Comme indiqué précédemment, cette anticipation est fondée sur le maintien à moyen terme de perspectives d'inflation globalement modérées, compte tenu de la faiblesse généralisée de l'économie et de l'atonie des évolutions monétaires. »

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

Légère hausse des demandeurs d'emploi de catégorie A au mois de novembre

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 3 293 200 fin novembre 2013. Ce nombre est en hausse de 0,5 % par rapport à fin octobre 2013, soit +17 800 personnes. Sur un an, le chômage s'est accru de 5,6 %.

Stabilité du taux de chômage en ZE17

Eurostat a publié le taux de chômage corrigé des variations saisonnières de la zone euro (ZE17). Il s'est établi à 12,1 % en novembre 2013, stable par rapport à Avril. Dans l'UE28, le taux de chômage ressort à 10,9 %, stable depuis mai. Dans les deux zones, les taux ont augmenté de façon significative par rapport à novembre 2012, où ils se situaient respectivement à 11,8 % et 10,8 %. En novembre 2013, 26,553 millions de personnes étaient au chômage dans l'UE28 dont 19,241 millions en zone euro. Par rapport à octobre 2013, le nombre de chômeurs a augmenté de 19 000 personnes dans l'UE28 et de 4 000 en zone euro. Parmi les Etats membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,8 %), en Allemagne (5,2 %) et au Luxembourg (6,1 %) ; à l'inverse, les plus élevés se retrouvent en Grèce (27,4 %) et en Espagne (26,7 %).

Inflation

Augmentation des prix à la consommation en décembre en France

L'indice des prix à la consommation (IPC) augmente en décembre 2013 de 0,3 % après être resté stable en novembre. Corrigé des variations saisonnières, il s'inscrit en hausse de 0,1 % en décembre 2013. Sur un an, le taux de croissance de l'IPC s'établit à 0,7 % en décembre 2013, tout comme en novembre. Hors tabac, l'IPC croît de 0,4 % en décembre 2013 et de 0,6 % sur un an.

Baisse du taux d'inflation en zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,8 % en décembre 2013, en baisse par rapport au mois de novembre 2013, où il était de 0,9 %, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, l'alimentation, les boissons alcoolisées et le tabac devraient connaître le taux annuel le plus élevé en décembre (1,8 % contre 1,6 % en novembre), suivis des services (1,0 % contre 1,4 % en novembre), des biens industriels hors énergie (0,2 % stable par rapport à novembre) et de l'énergie (0,0 % contre -1,1 % en novembre).

Asie/Pacifique

Chine : Pic de la dette et contrôle renforcé du système bancaire parallèle

La Chine fait face à une explosion de la dette des gouvernements locaux, qui est passée depuis fin 2010, de 10 700 milliards de Yuans à 17 900 milliards à la mi-2013 ce qui représente 1/3 du PIB et près de 58 % de la dette public globale. La dette cumulée – privée, public – représente elle, près de 215 % de PIB. Afin d'endiguer cette tendance, le gouvernement a décidé l'encadrement plus strict du Shadow Banking, qui contribue fortement à l'endettement des collectivités locales. Ce système bancaire parallèle représente à lui seul 44 % du PIB et il est pratiqué par des intermédiaires non soumis aux règles et aux ratios prudentiels en vigueur dans les établissements bancaires.

Actualité législative

Loi^o 2014-1 du 2 janvier 2014 habilitant le Gouvernement à simplifier et sécuriser la vie des entreprises

http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=13ABB484C15CD1F551C6B9A960DE84AA.tpdjo01v_1?cidTexte=JORFTEXT000028424785&dateTexte=

Arrêté du 23 décembre 2013 relatif au régime prudentiel des sociétés de financement

http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=78B5F96C3A1ECA08706AE632EC6D60EE.tpdjo02v_2?cidTexte=JORFTEXT000028396367&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000028396022

Arrêté du 23 décembre 2013 relatif aux conditions d'accès aux activités bancaires et financières et à leur exercice

http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=A9236DDF06544416AA53117466B000DB.tpdjo06v_1?cidTexte=JORFTEXT000028396396&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000028396022

Divers

SEPA : Communiqués de la Commission européenne et de la BCE du 9 janvier 2014 sur l'instauration d'une période de transition. Communiqué de la Commission européenne : http://europa.eu/rapid/press-release_IP-14-6_fr.pdf / Communiqué de la BCE: https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Eurosysteme_et_international/cp-bce-declaration-de-l-eurosysteme-relative-a-la-date-de-fin-de-migration-vers-le-SEPA.pdf

2 – Actualité régionale

Chine : pic de la dette et contrôle renforcé du système bancaire parallèle

La Chine fait face à une explosion de la dette des gouvernements locaux, qui est passée depuis fin 2010, de 10 700 milliards de Yuans à 17 900 milliards à la mi-2013 ce qui représente 1/3 du PIB et près de 58 % de la dette public globale. La dette cumulée – privée, public – représente elle, près de 215 % de PIB. Afin d'endiguer cette tendance, le gouvernement a décidé l'encadrement plus strict du Shadow Banking, qui contribue fortement à l'endettement des collectivités locales. Ce système bancaire parallèle représente à lui seul 44 % du PIB et il est pratiqué par des intermédiaires non soumis aux règles et aux ratios prudentiels en vigueur dans les établissements bancaires.



Australie : amélioration du solde de la balance commerciale

En novembre 2013, le déficit de la balance commerciale australienne de biens et services continue de diminuer (-29 % par rapport au mois d'octobre), atteignant 350 millions de dollars australiens. Cette évolution s'explique par la progression des exportations de 0,5 %, tirées notamment par les produits métallurgiques. Les importations, quant à elles, restent quasiment stables.

Lors de sa réunion du 4 décembre, la banque centrale australienne (RBA) a laissé inchangé son taux directeur à 2,5 %, indiquant que l'effet de l'assouplissement monétaire précédent ne s'était pas encore fait sentir.



Nouvelle-Zélande : forte croissance au 3^e trimestre

Le produit brut intérieur néo-zélandais a progressé de 1,4 % au 3^e trimestre 2013. La croissance a été portée essentiellement par les industries du secteur primaire (+17 %), tandis que les secteurs de la construction et des services aux entreprises se sont affichés en recul de respectivement 1 % et 0,8 %. Sur un an, l'activité économique enregistre une hausse de 3,5 %.

La banque centrale de la Nouvelle-Zélande a décidé, le 12 décembre, de maintenir inchangé son taux directeur, à 2,5 %.



3 – Brèves économiques locales

Une nouvelle gamme de billets en F CFP

Les nouveaux billets en F CFP seront mis en circulation sur l'ensemble du territoire calédonien à partir du 20 janvier 2014. Pendant la période de double circulation, jusqu'au 30 septembre, les deux gammes de billets (nouveaux et anciens) pourront être acceptées en tant que moyen de règlement. Les épargnants pourront déposer leurs anciens billets sur leur compte bancaire. A partir du 1^{er} octobre 2014, les anciens billets resteront échangeables sans limitation de durée auprès de l'IEOM. Pour plus d'informations, veuillez consulter le site : www.nouveauxbillets.nc.

Signature d'un accord de concertation sur les tarifs bancaires

Le 23 décembre, le Haut-commissaire de la Nouvelle-Calédonie, les banques calédoniennes et l'OPT ont signé un accord de concertation des tarifs bancaires, prenant effet du 1^{er} février au 31 décembre 2014. Parmi les mesures, l'accord prévoit notamment : la baisse de 20 % (10 % au 1^{er} février et 10 % au 1^{er} octobre) du tarif hors taxes des frais de tenue de compte actif ; la baisse de 15 % du tarif hors taxes des frais de tenue de compte inactif, d'opposition sur chèque et de mise en place, révocation ou modification du montant d'un virement vers un autre compte en Nouvelle-Calédonie ; la mise en place à partir d'octobre 2014 d'un nouvel abonnement internet à prix réduit complétant les offres actuelles ; la gratuité des chèques de banque (dans la limite de 2 chèques par mois).

Adoption du budget primitif 2014 de la Nouvelle-Calédonie

Les membres du Congrès ont voté le 18 décembre le budget primitif de la Nouvelle-Calédonie pour l'année 2014. Le montant du budget global est de 178 milliards de F CFP, soit 17 milliards de plus qu'en 2013. Les principales orientations budgétaires portent sur un soutien de l'économie via une augmentation volontariste des investissements (+18 %), à 41 milliards de F CFP. La somme allouée aux dépenses de fonctionnement est, quant à elle, de 137 milliards de F CFP.

Adoption des budgets primitifs 2014 des Provinces

L'assemblée de la Province Sud a adopté le 19 décembre son budget primitif 2014, qui s'élève à 57 milliards (-3 % par rapport à 2013). L'enseignement et les secteurs de la santé publique et de l'action sociale sont les principaux axes d'intervention, avec une allocation respective de 27 % et 26 % du budget.

Le 19 décembre, les élus de la Province Nord ont voté le budget primitif 2014 pour un montant de 33 milliards de F CFP (-2 % par rapport à 2013), dont 7 milliards ont été affectés aux dépenses d'investissement et 25 milliards aux dépenses de fonctionnement.

Le budget primitif 2014 de la Province des Îles s'élève, quant à lui, à 17 milliards de F CFP, -7 % comparé à l'exercice 2013. Les investissements, prévus à hauteur de 3 milliards (-24 % par rapport à 2013), seront principalement destinés au logement social et au renouvellement des équipements dédiés à l'enseignement.

La baisse des dotations de la Nouvelle-Calédonie aux trois Provinces s'explique notamment par le transfert à la Nouvelle-Calédonie d'un certain nombre de prestations sociales, telles que le handicap, les aides au logement, le contrôle médical et le placement des demandeurs d'emploi.

Schéma global des transports

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a adopté le 30 décembre la délibération instituant le schéma global des transports et de la mobilité. Ce schéma définit trois objectifs stratégiques : 1) assurer la continuité territoriale à l'intérieur de la Nouvelle-Calédonie ; 2) améliorer la qualité de l'offre de service et 3) rechercher l'efficacité des politiques de transports et de nouvelles formes de gouvernance et de financement.

Mise en service de la station d'épuration de la baie Sainte-Marie

Après 18 mois de chantier, la station d'épuration de la baie Sainte-Marie a été mise en service le 20 décembre. Elle permettra le traitement des eaux usées des quartiers de Tuband, de Vallée des Colons, Trianon, Faubourg Blanchot, Panorama-Sainte-Marie, Nord Ouémo, Magenta tours et Magenta plage, représentant ainsi les rejets d'environ 30 000 habitants. Sa construction aura coûté 2,3 milliards de F CFP, financée par la Calédonienne des Eaux dans le cadre du contrat de délégation de service public d'assainissement signé avec la ville de Nouméa.

Un nouvelle chaîne dans le paysage audiovisuel calédonien

La Nouvelle-Calédonie a vu naître le 9 décembre, sa première chaîne locale de télévision, NCTV. Ce nouveau canal s'articule autour de quatre émissions locales : « les coulisses de la science », « entre Terre et mer », « Wearï » et « sur les traces du passé ». NCTV a été financé par la Province Nord en 2013 à hauteur de 534 millions de F CFP.

L'ETFPA renouvelle son antenne de Nouville

L'établissement territorial de formation professionnelle des adultes (ETFPA) a rénové son antenne de Nouville, appelée le SPOT. Cette structure propose une pédagogie innovante et des parcours de formation personnalisés à destination de publics éloignés du marché de l'emploi.

Publications

L'IEOM vient de publier la note expresse NE n°114 « Caractéristiques et règles d'utilisation du franc Pacifique », disponible en téléchargement gratuit sur le lien suivant :

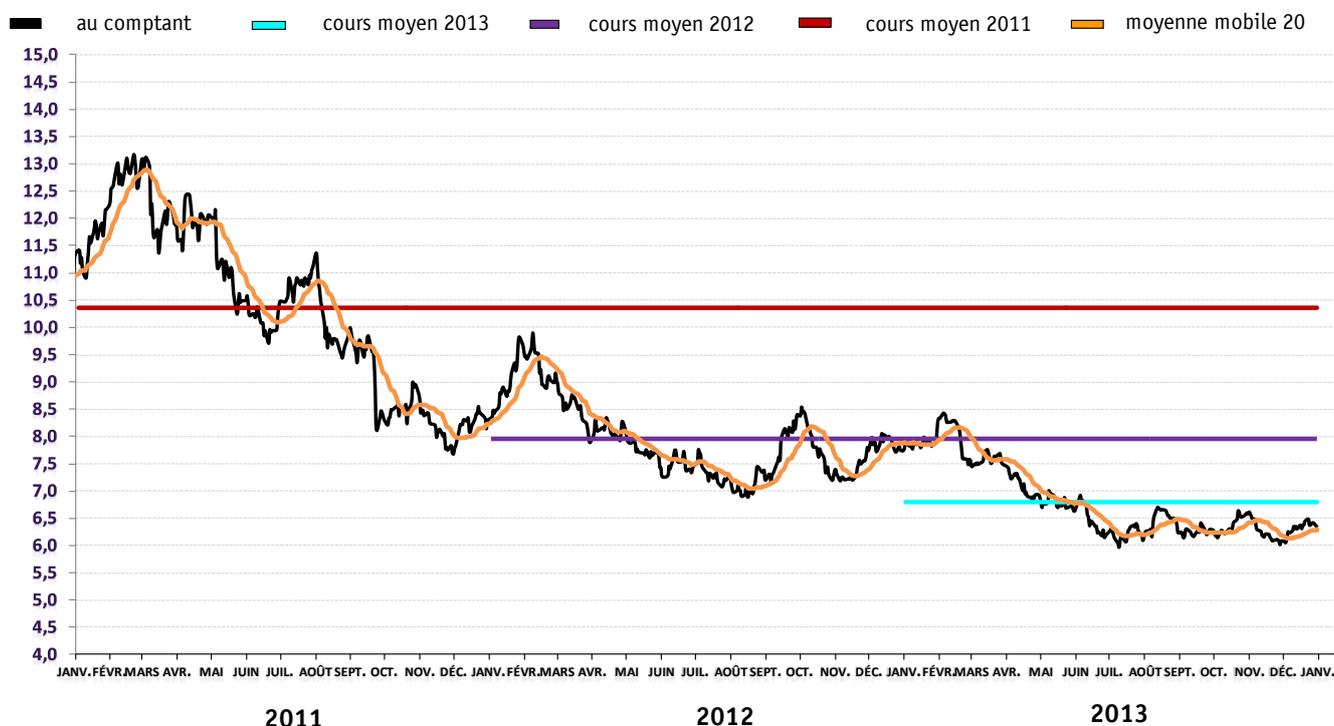
http://www.ieom.fr/IMG/pdf/ne114_portrait_caracteristiques_regles_utilisation_franc_pacifique.pdf

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		déc.-13	105,0	0,3%	0,7%
Nombre de demandeurs d'emploi		oct.-13	6 349	3,7%	5,0%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	nov.-13	6 779	-15,8%	-30,1%
	cumulées	nov.-13	98 626	-	-11,4%
Importations	mensuelles	nov.-13	24 904	8,8%	-12,2%
	cumulées	nov.-13	262 698	-	-6,2%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		déc.-13	6,31	1,4%	-20,1%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		déc.-13	549	-0,2%	-23,5%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	nov.-13	370	4,2%	-11,6%
	cumulées	nov.-13	3 699	-	-7,6%
• Exportations de produits métallurgiques (Ferronickel, matte, NHC, NiO) (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	nov.-13	4 743	-18,1%	2,4%
	cumulées	nov.-13	60 134	-	6,9%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	oct.-13	10 345	2,1%	-3,3%
	cumulés	oct.-13	86 091	-	-3,4%
• Nuitées	mensuels	sept.-13	52 979	3,9%	3,2%
	cumulés	sept.-13	444 404	-	-4,5%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		sept.-13	55%	-0,5 pt	-6,0 pts
• Croisiéristes (p)		août-13	238 107	-	42,9%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	sept.-13	10 253	1,6%	-1,0%
	cumulées	sept.-13	91 737	-	-0,7%
• Index BT 21 (p)		nov.-13	101,53	0,1%	1,5%
• IRL (p)		nov.-13	119,82	0,1%	2,2%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	nov.-13	16	ns	ns
	cumulées	nov.-13	868	-	6,2%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	nov.-13	25	ns	ns
	cumulées	nov.-13	1 302	-	13,7%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	sept.-13	469	-2,1%	-0,8%
	cumulées	sept.-13	4 845	-	-14,6%

Sources : ISEE, IDCNC, DIMENC, DITTT

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	nov.-11	nov.-12	nov.-13	var 12/11	var 13/12
Circulation fiduciaire	14 849	16 307	16 195	9,8%	-0,7%
Dépôts à vue	232 075	244 757	269 330	5,5%	10,0%
Total M1	246 924	261 064	285 525	5,7%	9,4%
M2-M1	98 150	103 968	108 949	5,9%	4,8%
Total M3	517 958	582 168	596 467	12,4%	2,5%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	sept.-11	sept.-12	sept.-13	var 12/11	var 13/12
Entreprises	411 992	455 321	455 772	10,5%	0,1%
Ménages	379 327	400 097	407 821	5,5%	1,9%
Collectivités locales	48 002	53 919	67 920	12,3%	26,0%
Autres agents de CCB non ventilés	13 066	14 525	17 054	11,2%	17,4%
Total encours sain	852 388	923 862	948 567	8,4%	2,7%
Créances douteuses brutes	19 237	19 340	21 174	0,5%	9,5%
Total encours brut	871 625	943 202	969 740	8,2%	2,8%

Interdits bancaires

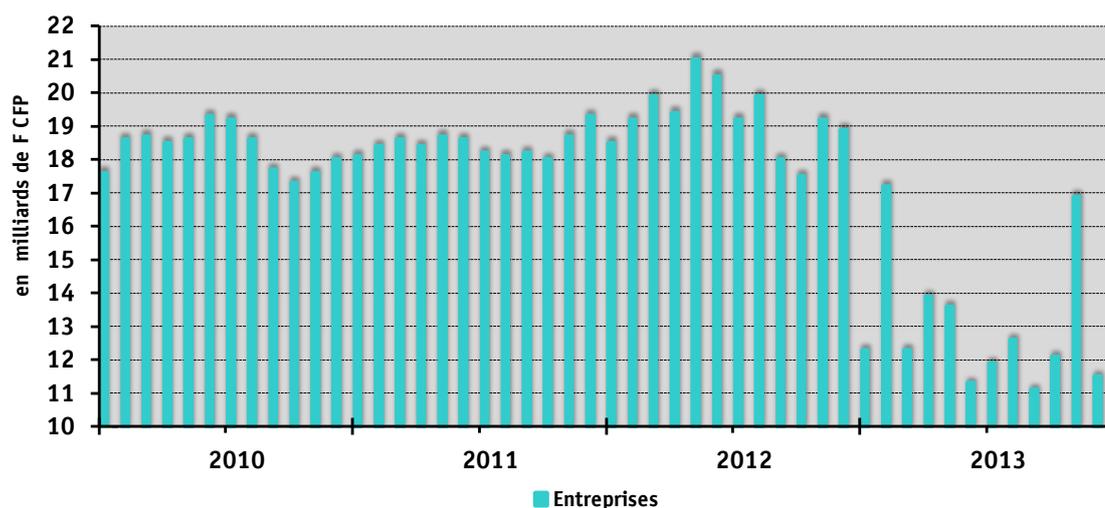
INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Interdits bancaires	stock	déc.-13	7 725	-0,8%	7,7%
	dont personnes physiques	déc.-13	6 852	-0,9%	7,5%
	dont personnes morales	déc.-13	873	0,2%	9,3%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
	Cotes valides	nov.-13	16 008	2,9%	4,7%
	Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	nov.-13	5 041	4,3%	-1,4%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	déc.-13	11,5	-31,8%	-39,0%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2012	2013	Var .
Indice des prix à la consommation	déc	104,30	105,03	0,7%
<u>Entreprises</u>				
nb d'entreprises (a)	déc.	54 763	57 098	4,3%
dont nb d'entreprises sans salarié (a)	déc.	48 194	50 534	4,9%
créations d'entreprises	sept	3 917	3 980	1,6%
cessations d'entreprises (p)	sept	2 508	2 286	-8,9%
liquidations judiciaires (nb)	sept	117	85	-27,4%
redressements judiciaires (nb)	sept	94	52	-44,7%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	déc	799	873	9,3%
ventes de ciment local (tonnes)	sept	92 361	91 044	-1,4%
importations de ciment (tonnes)	sept	50	693	ns
total ciment (tonnes)	sept	92 411	91 737	-0,7%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	sept	25 091	23 276	-7,2%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	nov	7 092	4 829	-31,9%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	sept	2 797	2 879	2,9%
<u>Ménages</u>				
emploi salarié (nb)	juin	89 479	90 076	0,7%
dont secteur privé	juin	64 723	64 926	0,3%
dont secteur public	juin	24 756	25 150	1,6%
demandes d'emploi de fin de mois	oct	6 049	6 349	5,0%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	oct	6 405	6 446	0,6%
chômeurs indemnisés	sept	1 818	2 044	12,4%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	déc	887,6	899,3	1,3%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	déc	6 374	6 852	7,5%
décisions retraits cartes bancaires	déc	3 269	3 042	-6,9%
incidents paiements sur chèques	déc	35 145	36 097	2,7%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	sept	5 674	4 845	-14,6%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	nov	15 935	13 786	-13,5%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	sept	25 949	24 856	-4,2%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	sept	12 685	12 523	-1,3%
<u>Echanges</u>				
nombre de touristes	oct	89 134	86 091	-3,4%
nombre de croisiéristes	août	166 663	238 107	42,9%
taux d'occupation moyen depuis le 1 ^{er} janvier des hôtels de Nouméa	sept	57,2%	55,0%	-2,1 pts
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	déc	7,95	6,81	-14,3%
cours du nickel au LME en \$/lb	déc	7,89	6,31	-20,1%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	nov	4 004	3 699	-7,6%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	nov	19 093	15 096	-20,9%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	nov	56 262	60 134	6,9%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	nov	84 054	70 493	-16,1%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	nov	817	868	6,2%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	nov	1 145	1 302	13,7%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	nov	104 292	86 891	-16,7%
part de ces produits dans le total des exportations	nov	93,7%	88,1%	-5,6 pts
total des importations (M FCFP)	nov	280 026	262 698	-6,2%
total des exportations (M FCFP)	nov	111 345	98 626	-11,4%
taux de couverture	nov	39,76%	37,54%	-2,2 pts
recettes douanières (M FCFP)	nov	46 252	44 408	-4,0%
<u>Indicateurs financiers (M de FCFP)</u>				
Dépôts à vue	nov	244 757	269 330	10,0%
M1	nov	261 064	285 525	9,4%
M2	nov	365 032	394 474	8,1%
Dépôts à termes	nov	217 095	201 954	-7,0%
M3	nov	582 168	596 467	2,5%
P1	nov	3 812	3 699	-3,0%
coût du crédit aux entreprises- court terme	juil	5,36%	4,96%	-0,40 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	juil	4,20%	4,37%	0,17 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	juil	4,70 %	4,31 %	-0,39 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels >181 920 F CFP	juil	6,86 %	7,08 %	0,22 pt
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	sept	943 202	969 740	2,8%
<u>Ménages</u>	sept	400 097	407 821	1,9%
dont crédits à la consommation	sept	73 407	74 420	1,4%
dont crédits à l'habitat	sept	320 417	327 098	2,1%
<u>Entreprises</u>	sept	455 321	455 772	0,1%
dont crédits d'exploitation	sept	87 163	80 184	-8,0%
dont crédits d'investissement	sept	240 783	241 766	0,4%
dont crédits à la construction	sept	112 425	117 250	4,3%
<u>Collectivités locales</u>	sept	53 919	67 920	26,0%
dont d'investissement	sept	52 336	65 403	25,0%
Autres agents de CCB non ventilés	sept	14 525	17 054	17,4%
<u>créances douteuses brutes</u>	sept	19 340	21 174	9,5%
taux de créances douteuses brutes	sept	2,1%	2,2%	0,1 pt
ensemble des actifs financiers	sept	671 642	712 111	6,0%
Ménages	sept	354 529	366 069	3,3%
Sociétés	sept	224 507	229 326	2,1%
Autres agents	sept	92 607	116 717	26,0%
dont assurances-vie	sept	101 536	104 234	2,7%

2 – Actualité régionale

Baisse des tarifs bancaires en Nouvelle-Calédonie à compter du 1^{er} février

Le 23 décembre dernier, un accord de baisse négociée des tarifs bancaires a été signé entre les banques, l'Office des Postes et Télécommunications (OPT) et le Haut-commissariat de Nouvelle-Calédonie. Cet accord met en application une nouvelle disposition de la loi promulguée le 15 novembre 2013, portant diverses dispositions relatives aux outre-mer. Baptisée « bouclier bancaire », la loi rend obligatoire une négociation annuelle des autorités publiques avec les banques pour qu'elles modèrent leurs tarifs. En Nouvelle-Calédonie, seize produits et services bancaires vont ainsi enregistrer, à compter du 1^{er} février prochain, une baisse de leurs tarifs de l'ordre de 15 à 20 %. Les prix des produits et services non concernés par l'accord sont gelés pour 2014.

Production de carburant à partir d'huile de noix de coco au Vanuatu

Une unité de production de carburant à partir d'huile de noix de coco est sur le point d'ouvrir sur l'île d'Espiritu Santo, au Nord de l'archipel du Vanuatu. Ce projet, initié par une société privée australienne, a mobilisé un investissement d'environ 2 millions de dollars US (soit environ 176 millions de F CFP) et devrait permettre de produire un biocarburant exploitable, destiné aux moteurs diesel. Le marché du biocarburant produit à partir d'huile de noix de coco se développe depuis plusieurs années au Vanuatu et connaît un succès croissant au vu du prix élevé du diesel dans cette région et dans le Pacifique. Ainsi, la société Unelco, filiale locale de l'entreprise française GDF-Suez, produisait en 2013 près d'un cinquième de l'énergie destinée à l'île principale de Vaté (où se trouve Port-Vila) grâce à l'huile de coprah.

Rapport du FMI sur la situation économique des îles Fidji

Selon un rapport du Fonds monétaire international (FMI) publié en décembre dernier, les îles Fidji ont enregistré une croissance de 2,25 % en 2012, soutenue par des réductions d'impôts sur les revenus et des taux d'intérêt bas. D'autre part, les dédommagements de la Caisse nationale de prévoyance des îles Fidji (FNPF) ont permis de réduire l'impact négatif des inondations et du cyclone Evan sur les secteurs de l'agriculture et du tourisme. L'inflation est restée modérée et le poids de la dette s'est réduit, grâce à un déficit budgétaire inférieur à 1 % du PIB en 2012. Le secteur financier est jugé sain et les réserves stables à un niveau confortable. Toutefois, le taux de chômage, d'environ 9 %, demeure élevé et le pays continue de connaître une émigration importante de sa population qualifiée. Le FMI estime la croissance du PIB en 2013 à environ 3 % et prévoit un ralentissement en 2014, à 2,25 %. Bien que les politiques macroéconomiques menées actuellement par le pays soient adaptées, le FMI préconise de mettre l'accent sur l'amélioration du climat des affaires de façon à attirer les investisseurs. À cet effet, des réformes visant à la simplification des réglementations gouvernementales, l'assouplissement du contrôle des prix et l'amélioration des infrastructures sont attendues.

3 – Brèves locales

Mise en circulation des nouveaux billets en francs CFP le 20 janvier

Le 20 janvier prochain, les nouveaux billets en F CFP seront mis en circulation en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna. Jusqu'au 30 septembre, les anciens billets pourront être utilisés librement chez les commerçants, déposés en compte courant auprès des banques ou échangés à la BWF, au Trésor Public et à l'Institut d'émission d'outre-mer. Au-delà du 30 septembre, ils resteront échangeables sans limitation de durée uniquement auprès de l'IEOM.

Renouvellement annuel du bureau de l'Assemblée Territoriale

Le 11 décembre dernier, l'ouverture à l'Assemblée territoriale de la session budgétaire 2013 a débuté par l'élection du bureau. M. Petelo HANISI a été élu Président et succède donc à Mme Nivaléta ILOAI. Le poste de vice-président revient à M. Mikaele KULIMOETOKE. Mme Savelina VEA et M. Eselone IKAI ont été respectivement désignés 1^{re} et 2^e secrétaire.

Vote du budget primitif 2014

Les budgets primitifs adoptés par l'Assemblée territoriale pour l'exercice 2014 s'équilibrent ainsi :

- budget principal : 2,919 milliards de F CFP
 - ✓ section de fonctionnement : 2,840 milliards de F CFP
 - ✓ section d'investissement : 79 millions de F CFP
- budget annexe du SPT : 684 millions de F CFP
 - ✓ section de fonctionnement : 630 millions de F CFP
 - ✓ section d'investissement : 54 millions de F CFP

Une quote-part relativement faible de 2,7 % du budget principal est allouée à la section d'investissement, qui diminue de près de 30 % en 2014. Le dossier concernant la téléphonie mobile sera étudié lors de la session extraordinaire. La recherche de nouvelles recettes budgétaires constitue pour le Territoire un véritable sujet de réflexion.

Réunion d'installation de l'Observatoire des prix, des marges et des revenus

Le 5 décembre dernier, un Observatoire des prix, des marges et des revenus (OPMR) a été officiellement installé à Wallis-et-Futuna, sous la présidence de Mme Marie-Ange GERBAL, premier conseiller à la Chambre Territoriale des Comptes de Nouvelle-Calédonie. Pour mémoire, les OPMR ont pour mission d'analyser le niveau et la structure des prix, des revenus et des marges des entreprises et de fournir aux pouvoirs publics une information régulière sur leur évolution. Les premières réunions de l'Observatoire de Wallis-et-Futuna ont été consacrées au « bouclier qualité-prix » et à l'élaboration d'un programme de travail pour l'année à venir. Par ailleurs, deux commissions spécialisées ont été créées, l'une chargée du suivi régulier du « bouclier qualité-prix » et l'autre de l'étude du transport maritime des marchandises.

Réception de matériel subventionné pour le Groupement des Agriculteurs

Suite à une mission sur le Territoire, M. Jean-Pierre Bastié, Conseiller pour l'Outre-mer du ministère de l'Agriculture, rendait en juin 2013 un rapport proposant un plan pluriannuel pour développer le secteur primaire à Wallis-et-Futuna. Les maraîchers réunis au sein du Groupement des Agriculteurs ont ainsi bénéficié d'une subvention de 35 000 €, soit environ 4,2 millions de F CFP, destinée à « mécaniser la production maraîchère professionnelle » par l'acquisition de nouveaux équipements.

Dette de l'Agence de Santé et Contrat social 2014

Comme suite au déplacement, en novembre dernier, d'une délégation de représentants du Territoire à Paris, le ministère de la Santé a confirmé sa prise en charge intégrale de la dette de l'Agence de Santé et a dépêché une mission sur le Territoire pour mettre en place une stratégie de gestion de la dotation de l'Agence et de réduction de ses coûts de fonctionnement. Le déplacement des représentants de Wallis-et-Futuna à Paris s'est également traduit par la signature du contrat social 2014, lequel définit les modalités de financement de deux dispositifs d'aides sur le Territoire, pour les personnes âgées d'une part et pour les personnes handicapées d'autre part. Il a été décidé que l'État financerait ces aides à hauteur de 200 millions de F CFP, ce qui représente 80 % de la dépense globale, le reste étant à la charge du Territoire.

Nomination des membres représentant Wallis-et-Futuna au Conseil de surveillance de l'IEOM

Par arrêté datant du 9 décembre dernier, Monsieur Pesamino FOLOKA a été nommé membre titulaire du Conseil de surveillance de l'Institut d'Émission d'outre-mer (IEOM), et Monsieur Sosefo SUVE membre suppléant. Ils seront les représentants du Territoire de Wallis-et-Futuna lors des prochains Conseils de surveillance. Le Conseil de surveillance décide notamment de la politique monétaire et des actions menées par l'IEOM.

Publications

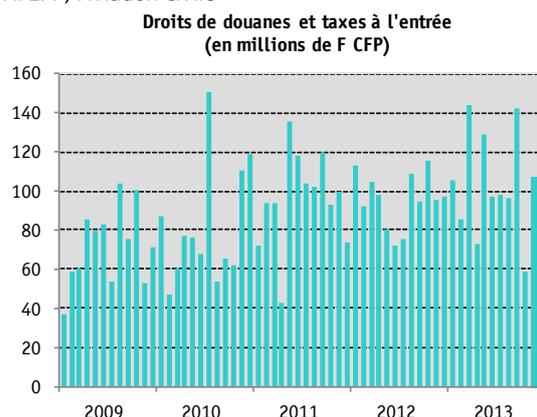
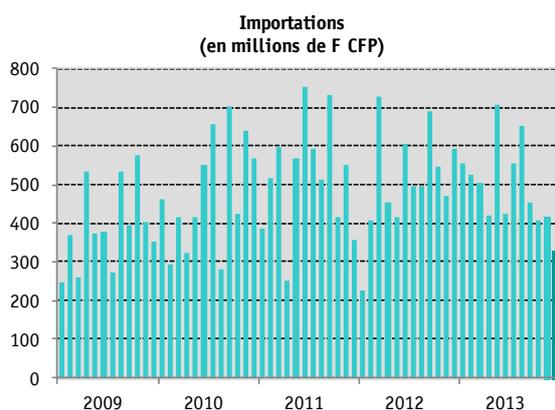
L'IEOM vient de publier une Note expresse sur les caractéristiques et règles d'utilisation du franc Pacifique. Elle est téléchargeable sur notre site internet :

http://www.ieom.fr/IMG/pdf/ne114_portrait_caracteristiques_regles_utilisation_franc_pacifique.pdf

4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)		3T 13	115,05	-	0,6%
SMIG mensuel en XPF		déc-13	89 149	-	3,5%
Nombre d'emplois salariés		juin-13	2 108	-	2,2%
Échanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	déc-13	328	-21,1%	-44,6%
	cumulées	déc-13	5 954	-	-2,8%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	déc-13	90	-15,8%	-7,1%
	cumulés	déc-13	1 226	-	6,8%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	déc-13	439	-	-5,8%
SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲/mois	▲/an
Énergie					
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	mensuelle	sept-13	1 642	7,7%	15,2%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	déc-13	613	5,8%	8,7%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	déc-13	150	7,5%	-13,0%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	nov-13	2 788	-7,0%	-
	cumulé	nov-13	29 973	-	-
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	nov-13	1 170	11,4%	-
	cumulé	nov-13	11 714	-	-
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	déc-13	3	-25,0%	0,0%
	cumulées	déc-13	48	-	26,3%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	déc-13	15	0,0%	50,0%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, EEFW, SWAFEPF, Aviation civile

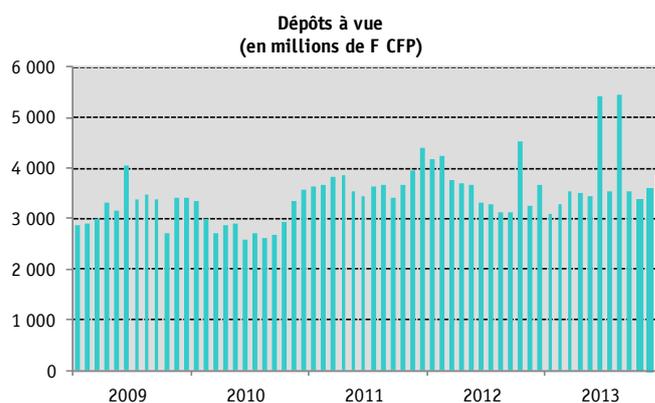
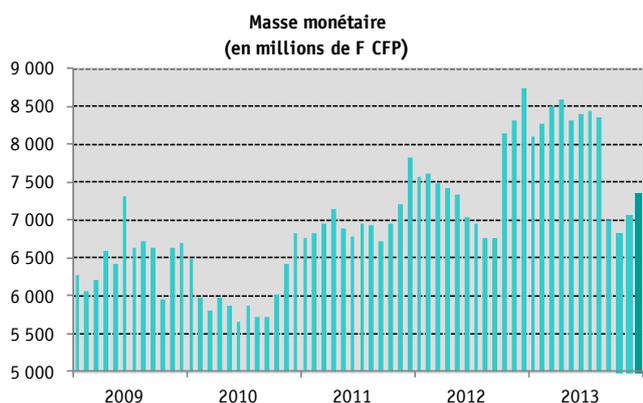


5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Nette contraction de la masse monétaire en rythme annuel

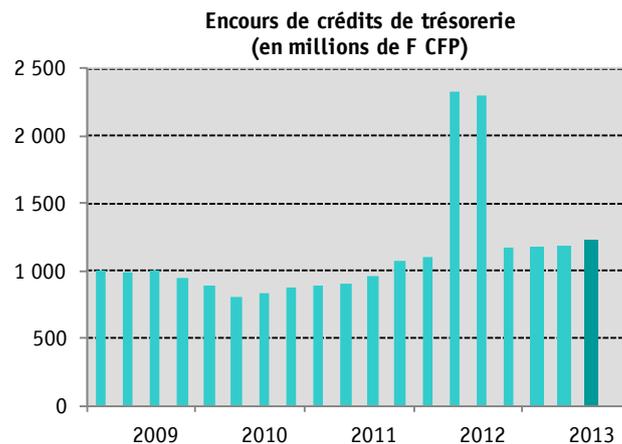
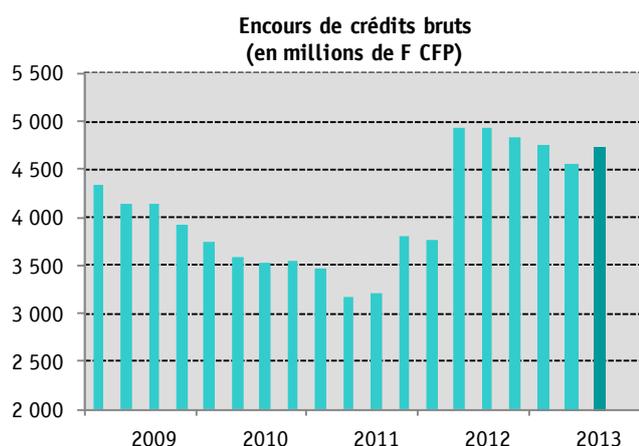
en millions de F CFP	déc-12	nov-13	déc-13	▲/moi	▲/an
Circulation fiduciaire	2 142	2 137	2 168	1,5%	1,2%
Dépôts à vue	3 662	3 593	3 871	7,7%	5,7%
Total M1	5 804	5 730	6 039	5,4%	4,0%
M2-M1	568	493	487	-1,1%	-14,1%
Total M3	8 731	7 053	7 356	4,3%	-15,8%



Concours de caractère bancaire

Recul de l'encours des crédits sur l'année

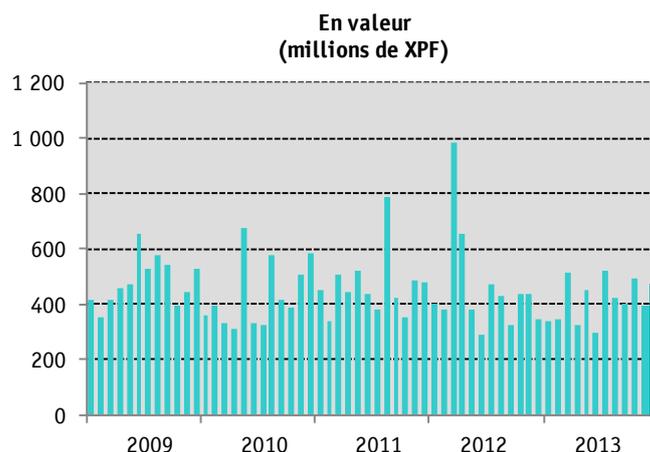
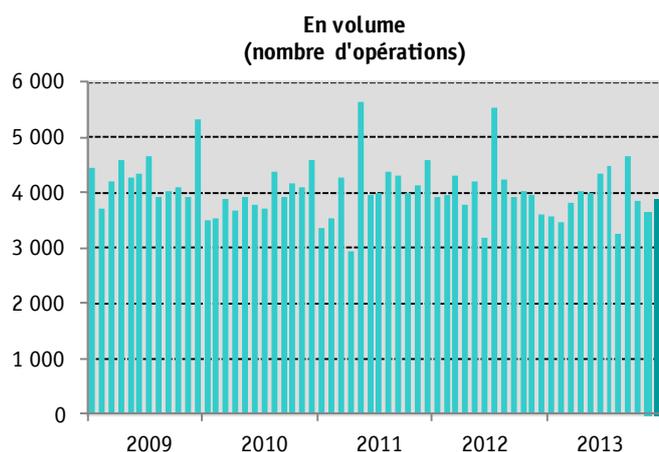
en millions de F CFP	sept-11	sept-12	sept-13	▲/an
Crédits de trésorerie	961	2 300	1 225	-46,7%
Crédits à l'équipement	1 097	1 346	2 308	71,4%
Crédits à l'habitat	366	531	420	-21,1%
Autres crédits	197	258	314	21,5%
Total encours sain	2 621	4 436	4 266	-3,8%
Créances douteuses brutes	592	493	470	-4,7%
Total encours brut	3 214	4 929	4 736	-3,9%



Compensation

Hausse du nombre d'opérations de compensation

	déc-12	nov-13	déc-13	cumul 2013	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 589	3 646	3 891	46 930	6,7%	8,4%
Compensation (en millions de CFP)	345	395	470	4 991	19,1%	36,3%



Incidents bancaires

Baisse des incidents de paiement sur chèque

en nombre	déc-12	nov-13	déc-13	cumul 2013	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement sur chèque	74	41	40	871	-2,4%	-45,9%
Retraits de cartes bancaires	5	0	0	16	-	-100,0%

Interdits bancaires

Recul du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	déc-12	nov-13	déc-13	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	408	358	344	-3,9%	-15,7%
- dont personnes physiques	397	345	330	-4,3%	-16,9%
- dont personnes morales	11	13	14	7,7%	27,3%

Cotation

Nombre de cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM stable

en nombre	déc-12	nov-13	déc-13	▲/mois	▲/an
Cotes valides	43	45	47	4,4%	9,3%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	15	15	15	0,0%	0,0%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2012	2013	▲ / an
Indicateurs économiques				
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	3T	114,40	115,05	0,6%
Entreprises				
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	décembre	11	14	27,3%
importations de biens d'équipement (M XPF)	décembre	692	808	16,9%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	décembre	21	112	439,7%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	décembre	6	9	50,0%
Ménages				
emploi salarié (nb)	juin	2 062	2 108	2,2%
dont secteur privé	juin	838	853	1,8%
dont secteur public	juin	1 224	1 255	2,5%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	décembre	510	528	3,5%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	décembre	397	330	-16,9%
décision retrait cartes bancaires (nb)	décembre	5	0	-
incidents paiements sur chèques (nb)	décembre	74	40	-45,9%
importations de produits alimentaires (M XPF)	décembre	1 697	1 643	-3,2%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	décembre	955	887	-7,1%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	décembre	338	285	-15,8%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	décembre	4	6	50,0%
Échanges extérieurs en millions de XPF				
importations	décembre	6 125	5 954	-2,8%
exportations	décembre	-	-	-
recettes douanières	décembre	1 626	1 677	3,2%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée	décembre	1 147	1 226	6,8%
dont taxes intérieures de consommation	décembre	466	439	-5,8%
Indicateurs financiers				
La masse monétaire en millions de XPF				
Dépôts à vue	décembre	3 662	3 871	5,7%
M1	décembre	5 804	6 039	4,0%
M2	décembre	6 372	6 526	2,4%
Dépôts à terme	décembre	2 360	830	-64,8%
M3	décembre	8 731	7 356	-15,8%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
Ménages	septembre	1 589	1 545	-2,8%
dont crédits à la consommation	septembre	1 189	1 245	4,8%
dont crédits à l'habitat	septembre	401	299	-25,2%
Entreprises	septembre	2 514	2 443	-2,8%
dont crédits d'exploitation	septembre	1 232	76	-93,8%
dont crédits d'investissement	septembre	1 091	2 086	91,2%
Collectivités locales	septembre	256	222	-13,1%
Autres agents et CCB non ventilés	septembre	77	55	-27,7%
créances douteuses brutes	septembre	493	470	-4,7%
taux de créances douteuses	septembre	10,0%	9,9%	-0,1 pt
Ensemble des actifs financiers				
Ménages	septembre	2 942	3 145	6,9%
dont assurances-vie	septembre	978	973	-0,5%
Sociétés	septembre	1 293	1 614	24,9%
Autres agents	septembre	2 170	2 220	2,3%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, Contributions diverses

2 – Brèves économiques régionales

Australie et Nouvelle-Zélande : bien placées dans le classement mondial de Transparency International

Dans l'Indice de perception de la corruption 2013, calculé par l'ONG Transparency International, la Nouvelle-Zélande se place au premier rang des pays les plus vertueux, ex-æquo avec le Danemark. L'Australie vient au neuvième rang. Le seul autre pays océanien à figurer dans ce classement, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, occupe la 144^e place sur 177. La France, pour sa part, est en 22^e position.

À noter que plus des deux tiers des 177 pays étudiés dans le cadre de l'indice 2013 obtiennent une note inférieure à 50, sur une échelle allant de 0 (pays perçu comme étant extrêmement corrompu) à 100 (pays perçu comme étant très peu corrompu).

Nouvelle-Zélande :

Fréquentation touristique record en novembre

En novembre 2013, 251 060 visiteurs ont été accueillis en Nouvelle-Zélande. En hausse de 8,2 % par rapport à l'année précédente (232 119 en novembre 2012), ce chiffre constitue un record pour un mois de novembre. Ce surplus de visiteurs provient d'Australie (+6 976) et des États-Unis (+4 720). Les Chinois ont en revanche été moins nombreux (-3 440).

Les résidents néozélandais, pour leur part, ont moins voyagé à l'étranger : 171 335 contre 173 185 en novembre 2012, soit -1,1 %. Avec 87 480 visiteurs, soit 51 % du total, l'Australie demeure la destination privilégiée des Néozélandais et s'inscrit en progression de 6 % sur l'année. La Polynésie française, pour sa part, a accueilli 563 Néozélandais (+21,3 % par rapport à novembre 2012).

Forte croissance au 3e trimestre

Le produit brut intérieur néo-zélandais a progressé de 1,4 % au 3^e trimestre 2013. La croissance a été portée essentiellement par les industries du secteur primaire (+17 %), tandis que les secteurs de la construction et des services aux entreprises se sont affichés en recul de respectivement 1 % et 0,8 %. Sur un an, l'activité économique enregistre une hausse de 3,5 %.

La banque centrale de la Nouvelle-Zélande a décidé, le 12 décembre, de maintenir inchangé son taux directeur, à 2,5 %.

Australie : amélioration du solde de la balance commerciale

En novembre 2013, le déficit de la balance commerciale australienne de biens et services continue de diminuer (29 % par rapport au mois d'octobre), atteignant 350 millions de dollars australiens. Cette évolution s'explique par la progression des exportations de 0,5 %, tirées notamment par les produits métallurgiques. Les importations, quant à elles, restent quasiment stables.

Lors de sa réunion du 4 décembre, la banque centrale australienne (RBA) a laissé inchangé son taux directeur à 2,5 %, indiquant que l'effet de l'assouplissement monétaire précédent ne s'était pas encore fait sentir.

3 – Brèves économiques locales

DE NOUVEAUX BILLETS À PARTIR DU 20 JANVIER 2014

Les billets en franc CFP actuellement en circulation (d'une valeur de 500, 1 000, 5 000 et 10 000 F CFP) vont être remplacés à partir du 20 janvier 2014. Les nouveaux visuels ont été conçus en étroite concertation avec les autorités des trois collectivités française du Pacifique. Chaque billet de la nouvelle gamme se distinguera par une thématique différente et une couleur dominante spécifique. Chaque coupure comporte une face « néo-calédonienne », une face « polynésienne » et des signes représentatifs de Wallis et de Futuna sur chacune de ses faces.



Au total, plus de 14 millions de billets seront remplacés dans les trois collectivités françaises du Pacifique, représentant une valeur proche de 50 milliards de F CFP. Afin de faciliter la transition, une période de « double circulation » est prévue du 20 janvier au 30 septembre 2014, durant laquelle il sera possible de régler ses achats aussi bien avec les anciens qu'avec les nouveaux billets.

À la fin de la période de double circulation, l'échange des anciens billets ne pourra se faire qu'aux guichets de l'IEOM et ce, sans limitation de durée.

Finances publiques

Création de la Direction du budget et des finances

L'arrêté ministériel du 12 décembre 2013 a acté la création d'un nouveau service administratif de la Polynésie française : chargée d'une compétence générale en matière budgétaire et financière, la « Direction du budget et des finances », dirigée par Mme Sandra Shan Sei Fan, remplace la Direction générale des finances publiques et la Direction du budget et de la prospective, toutes deux en place depuis 2011. Cette réorganisation vise à obtenir une meilleure visibilité sur les dépenses publiques engagées par le Pays.

Convention du Fonds européen du développement (FED) de 3,6 milliards de F CFP

Au terme du Forum Union Européenne – Pays et Territoires d'Outremer (PTOM), le montant du FED territorial accordé à la Polynésie française a été revu à la hausse. Le Pays bénéficiera ainsi d'une enveloppe de 3,6 milliards de F CFP pour la période 2014-2020 après 2,4 milliards de F CFP octroyés pour la période précédente. Ces fonds devraient être consacrés à des opérations relatives à la valorisation des ressources naturelles, au tourisme et à l'environnement.

Pêche

La société d'économie mixte locale Tahiti Nui Rava'ai (SEML TNR) vend une partie de ses navires

Le vendredi 10 janvier 2014, le conseil d'administration de la SEML TNR s'est réuni pour statuer sur un plan de poursuite de son activité. La vente de 10 des 16 navires de la flottille de pêche a été décidée, de même que la continuation d'activité de la filiale SAS Avai'a permettant d'exploiter les six navires qui bénéficient encore du régime de défiscalisation.

Détenues à 85 % par le Pays depuis 2000, la SEML TNR et sa filiale ont déjà bénéficié de subventions de l'ordre de 2,3 milliards de F CFP en 13 ans pour faire face à leur déficit structurel.

Énergies

Loi du Pays favorisant les énergies renouvelables

Le 23 décembre 2013, l'Assemblée de la Polynésie française a adopté une loi de Pays destinée à favoriser la production énergétique avec une utilisation optimale des ressources naturelles. 50 % de la production électrique devrait être issue des énergies renouvelables d'ici 2020.

Transport maritime

Arrivée de l'Aremiti Ferry 2

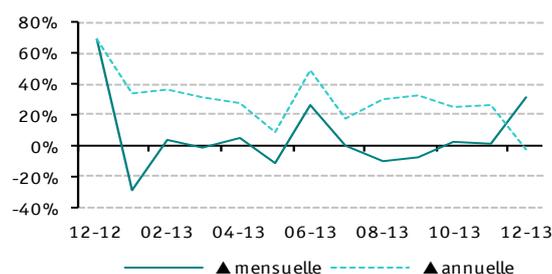
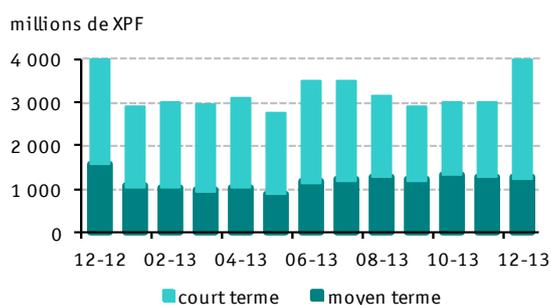
Le 28 décembre 2013, l'Aremiti ferry 2, destiné à remplacer l'Aremiti ferry, a effectué sa première rotation entre Tahiti et Moorea en 40 minutes. D'une longueur de 80 mètres et d'une capacité de 967 passagers pour 150 véhicules, le navire a fait l'objet d'un investissement d'un montant total de 4,2 milliards de F CFP, dont 60 % proviennent de défiscalisations locale et métropolitaine.

4 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Hausse du refinancement sur le dernier mois de l'année 2013

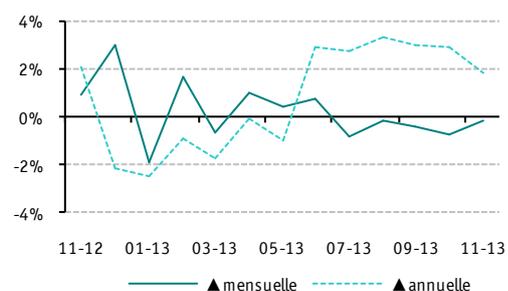
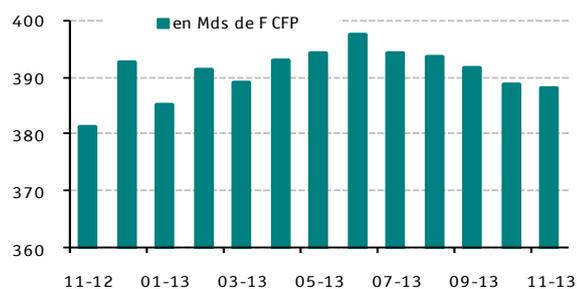
en millions de F CFP	déc-12	nov-13	déc-13	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	2 517	1 756	2 728	55,4%	8,4%
Utilisations à moyen terme	1 551	1 273	1 250	-1,8%	-19,4%
Refinancement total	4 068	3 029	3 978	31,4%	-2,2%



Masse monétaire

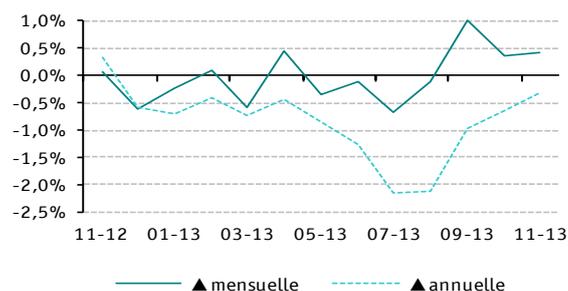
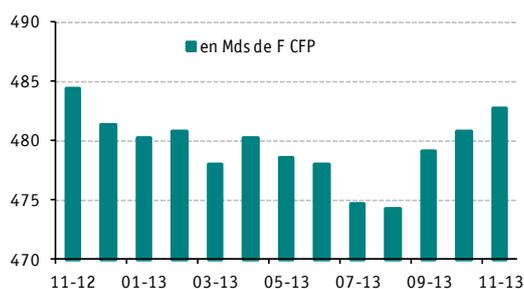
Léger recul de M3 en novembre

en millions de F CFP	nov-12	oct-13	nov-13	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	15 072	14 591	14 312	-1,9%	-5,0%
Dépôts à vue	142 434	151 722	152 685	0,6%	7,2%
Comptes sur livrets	99 656	97 665	97 377	-0,3%	-2,3%
Comptes d'épargne logement	346	415	411	-1,1%	18,8%
Dépôts à terme	121 764	122 828	121 870	-0,8%	0,1%
Autres	2 142	1 712	1 686	-1,5%	-21,3%
Total M3	381 415	388 933	388 339	-0,2%	1,8%

Concours des banques locales à l'économie

Progression de l'encours global sur le mois

en millions de F CFP	nov-12	oct-13	nov-13	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	128 280	123 913	131 894	6,4%	2,8%
Crédits d'équipement	67 880	69 346	62 764	-9,5%	-7,5%
Crédits à l'habitat	163 834	164 685	160 128	-2,8%	-2,3%
Autres crédits	66 394	62 213	70 122	12,7%	5,6%
Créances douteuses brutes	57 944	60 606	57 857	-4,5%	-0,1%
Total Concours de Caractère Bancaire	484 333	480 763	482 764	0,4%	-0,3%



Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an
Indicateurs macroéconomiques						
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	déc-13	107,57	107,68	108,73	1,0%	1,1%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	oct-13	115,3	113,0	112,7	-0,3%	-2,3%
Commerce extérieur						
<i>Exportations (en M F CFP)</i>	nov-13	1 380	1 899	1 589	-16,3%	15,1%
<i>Importations (en M F CFP)</i>	nov-13	14 287	14 101	12 497	-11,4%	-12,5%
						(source : ISPF)
Entreprises						
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	nov-13	1 901	2 317	2 004	-13,5%	5,4%
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	nov-13	127	62	101	ns	-20,5%
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	oct-13	172	151	200	32,5%	16,3%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	déc-13	465	467	478	2,4%	2,8%
						(sources : ISPF, IEOM)
Ménages						
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	nov-13	2 224	2 012	2 062	2,5%	-7,3%
Importations de produits alimentaires (M CFP)	nov-13	3 590	3 166	3 151	-0,5%	-12,2%
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	oct-13	447	302	417	38,1%	-6,7%
Personnes physiques en interdiction bancaire	nov-13	3 074	2 808	2 791	-0,6%	-9,2%
						(sources : ISPF, IEOM)
Secteurs						
Agriculture						
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	nov-13	824	813	1 055	29,7%	28,0%
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	nov-13	121	105	77	-27,1%	-36,4%
BTP						
Importations de ciment (en M F CFP)	nov-13	166	107	254	136,8%	52,8%
Importations de bois transformé (en M F CFP)	nov-13	163	138	198	43,9%	21,5%
Industrie						
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	nov-13	52	15	60	ns	15,4%
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	nov-13	57	45	25	-45,4%	-56,4%
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	nov-13	88	54	52	-2,5%	-40,7%
Tourisme						
Nombre de touristes	nov-13	12 470	14 576	12 953	-11,1%	3,9%
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	déc-13	57,6%	66,5%	51,0%	-15,5 pts	-6,6 pts
						(sources : ISPF, CPH)
Indicateurs financiers (Encours banques locales en M FCFP)						
Dépôts						
Ménages						
<i>Dépôts à vue</i>	nov-13	55 446,6	57 543,9	57 175,4	-0,6%	3,1%
<i>Comptes sur livret</i>	nov-13	93 501,1	91 897,6	91 546,8	-0,4%	-2,1%
<i>Dépôts à terme</i>	nov-13	62 838,9	68 105,9	68 780,3	1,0%	9,5%
Entreprises						
<i>Dépôts à vue</i>	nov-13	73 251,6	80 508,1	80 839,2	0,4%	10,4%
<i>Dépôts à terme</i>	nov-13	45 008,4	44 117,8	43 696,6	-1,0%	-2,9%
Encours bancaires						
Ménages						
<i>Crédits de trésorerie</i>	nov-13	77 677,0	76 406,4	76 861,9	0,6%	-1,0%
<i>Crédits à l'habitat</i>	nov-13	142 879,9	145 103,9	145 711,2	0,4%	2,0%
Entreprises						
<i>Crédits de trésorerie</i>	nov-13	48 997,7	40 688,9	41 211,2	1,3%	-15,9%
<i>Crédits d'équipement</i>	nov-13	58 653,4	60 372,4	62 103,8	2,9%	5,9%
						(source : IEOM)

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	08/05/2013
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,25%	13/11/2013
taux de la facilité de prêt marginal	0,75%	13/11/2013

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	01/11/2013	0,05%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	28/05/2013	0,50%	3,25%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/04/2013	2,15%	4,45% à 4,90% (Taux SFGAS à partir du 01/04/2013)
taux de la facilité de prêt marginal	28/05/2013	1,00%	
taux de l'escompte de chèques	28/05/2013	1,00%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	31/12/2013	29/11/2013	Var. M-1
EONIA	0,4460%	0,2770%	+ 0,169 pt
EURIBOR 1 mois	0,2160%	0,1660%	+ 0,050 pt
EURIBOR 3 mois	0,2870%	0,2340%	+ 0,053 pt
EURIBOR 6 mois	0,3890%	0,3300%	+ 0,059 pt
EURIBOR 12 mois	0,5560%	0,5010%	+ 0,055 pt

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	31/12/2013	29/11/2013	Var. M-1
TEMPE	0,1694%	0,1057%	+ 0,064 pt
EURIBOR 1 mois	0,2160%	0,1320%	+ 0,084 pt
EURIBOR 3 mois	0,2750%	0,2230%	+ 0,052 pt
EURIBOR 6 mois	0,3720%	0,3270%	+ 0,045 pt
EURIBOR 12 mois	0,5440%	0,5060%	+ 0,038 pt
TMO	2,6100%	2,5400%	+ 0,070 pt
TME	2,4100%	2,3400%	+ 0,070 pt
TRBOSP	2,7000%	2,5100%	+ 0,190 pt

taux de base bancaire

	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales		
taux d'intérêt légal	taux	JORF
année 2013	0,04%	01/03/2013
année 2012	0,71%	08/02/2012

Définitions

EONIA: Euro OverNight In dex Average
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
 TMO : taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
 TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	31/12/2013	29/11/2013	31/10/2013	31/12/2013	29/11/2013	31/10/2013	31/12/2013	29/11/2013	#####
taux JJ	0,070%	0,115%	0,150%	0,078%	0,075%	0,069%	0,410%	0,480%	0,440%
3 mois	0,250%	0,230%	0,230%	0,148%	0,144%	0,143%	0,520%	0,500%	0,520%
10 ans emprunts phares	2,990%	2,770%	2,580%	0,740%	0,610%	0,600%	3,030%	2,770%	2,550%

TAUX DE LUSURE (seuils applicables au 1er janvier 2014)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consenti	7,96%
Prêts à taux fixe	5,04%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,76%
Prêts à taux variable	4,51%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,83%
Prêts-relais	5,23%	Découverts en compte (1)	13,31%
Autres prêts		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	4,36%
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	20,23%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	15,12%	Découverts en compte (1)	13,31%
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	10,35%		

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	86,5287	1 NZD/XPF	71,1918	1 HKD/XPF	11,1595	1 GBP/XPF	143,1351	
100 JPY/XPF	82,4570	1 AUD/XPF	77,3726	1 SGD/XPF	68,5263	100 VUV/XPF	87,6724	1 FJD/XPF	46,2043